



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO



Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole



Centre d'Etudes Economiques

--

Revue Multidisciplinaire : Madamines  
Juillet 2021.

-----

ISSN : 2220-0681

----

**OPPORTUNITES**  
**POUR UNE FORTE CROISSANCE ADDITIONNELLE**  
**A BASE DE RESSOURCES MINIERES ABONDANTES :**  
*Les effets économiques du secteur minier a Madagascar.*

-----

ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy<sup>1</sup>  
RATRIMO Voahangy<sup>2</sup>  
RAVOKATRA Fidiniavo<sup>3</sup>  
RAVELONTSALAMA Miora Gabrielle<sup>4</sup>  
RANDRIANJA Roger<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup>Docteur (PhD) en Sciences Politiques (*Administration Publique et Politiques Publiques*) et Diplômé de Recherche en Etudes du Développement. *Vice-Doyen de la Faculté d'Economie, de Gestion et de Sociologie et chercheur au Centre d'Etudes Economiques de l'Université d'Antananarivo. Economiste associé à l'Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole de l'Université d'Antananarivo.*

<sup>2</sup> Docteur en Métallogénie, Maître de conférences à l'Université d'Antananarivo ;

<sup>3</sup> Docteur en Mines, Maître de conférences à l'Université d'Antananarivo et ancien Ministre des Mines et des Ressources Stratégiques.

<sup>4</sup> Doctorante en Economie à l'Université d'Antananarivo

<sup>5</sup> Professeur Titulaire, Directeur de l'Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole et Directeur de l'Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences de l'Université d'Antananarivo.

**UNIVERSITE D'ANTANANARIVO**  
**Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole**



**Revue multidisciplinaire Madamines**  
**Juillet 2021.**

**En collaboration avec le centre d'Etudes Economiques**  
**de la faculté d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo**

**ISSN : 2220-0681**

**Directeur de Publication**  
**RANDRIANJA Roger, Professeur titulaire**

**Mail : [roger\\_ra1@yahoo.fr](mailto:roger_ra1@yahoo.fr)**  
**Téléphone : +261 33 12 603 80**

## **Avertissement.**

Cet article a été élaboré dans le cadre du partenariat scientifique entre l'Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole – Université d'Antananarivo, d'une part et le Centre d'Etudes Economiques - Université d'Antananarivo, d'autre part.

C'est un essai sur les quelques aspects du problème complexe des liens entre Mines, Economie et Développement. Il devrait servir de base d'analyse, de débat et de réflexion du développement au bien sur le plan théorique que sur le plan politique pouvant apporter une solution à ce problème.

C'est dans cette complexité que l'analyse multidisciplinaire a été privilégiée dans la rédaction du présent article.

## **Introduction.**

La faible contribution des exploitations minières au financement et au processus du développement est parmi les multiples problèmes qui se posent à Madagascar comme dans les autres pays possédant des ressources minières abondantes du Tiers Monde.

Les débats sur la place du secteur minier dans le développement économique et dans la lutte contre la pauvreté et la contribution des revenus miniers dans le financement du développement ne sont pas nouveaux.

Ces débats font l'objet de plusieurs controverses depuis ces dernières décennies et restent toujours un des centres d'intérêt théorique des chercheurs et une des préoccupations politiques des décideurs à tous les niveaux.

Du point de vue théorique, une politique minière en tant que tranche sectorielle d'une politique publique, fait référence à une « *théorie du changement social* ». Celle-ci signifie qu'il existe une relation de causalité normative entre les différentes composantes d'une politique, Dans ce sens, toute politique publique est censée produire de changement social.

Cette *théorie de changement social* s'identifie à travers les objectifs visés qui se réalisent sur la base des moyens d'action mis à disposition de l'autorité gouvernementale, à partir de réalisations, des impacts intermédiaires et des impacts sur les conditions sociales et économiques de la population destinataire d'une politique.

A Madagascar, les exploitations minières étaient essentiellement artisanales et dominées par les activités informelles même si quelques sociétés exploitent de manière industrielle.

En 2005, le pays est entré progressivement dans une nouvelle phase d'exploitation industrielle en se dotant d'outils législatifs dont les Lois sur les Grands Investissements Miniers (LGIM).

Cette phase industrielle a débuté par les vagues explorations minières qui se sont déroulées dans la deuxième moitié des années 2000. Cependant, la contribution du secteur minier au développement d'un pays est influencée par le contexte socio-économique national et mondial.

La crise financière internationale de 2008 et la crise politique de 2009 ont fait décroître les activités d'exploration et interrompre l'arrivée des nouveaux investisseurs étrangers. A cela s'ajoute les effets de la pandémie du COVID 19.

Depuis ces dernières années, le Gouvernement malgache, par le biais d'une politique minière, parvient progressivement à rétablir la confiance des investisseurs, à optimiser les revenus miniers issus des projets en cours d'exécution et à renforcer l'attractivité du pays en vue d'un développement des nouvelles mines et d'un nouveau cycle d'investissements.

De plus, on a constaté que les informations sur les impacts des politiques minières, l'évolution des activités du secteur minier et les ressources financières prélevées par l'Etat malgache dans ce secteur sont souvent morcelées.

Mais la politique minière ne réduit pas seulement son explication au niveau des mesures prises par le gouvernement pour développer le secteur; elle peut être analysée en termes micro et macroéconomiques.

La faiblesse de part des revenus issus des ressources minières dans le Produit Intérieur Brut (PIB) de Madagascar et dans le financement des dépenses publiques ainsi que les résultats non satisfaisants des politiques minières mises en œuvre depuis ces dernières années attirent beaucoup d'attentions.

De ce fait, le présent article a pour objectif d'apporter des éclaircissements sur le poids des ressources fiscales et non fiscales dans les recettes publiques et la part des revenus du secteur minier dans le Produit Intérieur Brut de Madagascar. Et, ce pour une analyse dynamique et multidisciplinaire du concours de ce secteur dans le processus de développement.

Cette problématique suscite une interrogation sur la place du secteur minier dans l'économie de Madagascar et la capacité du pays à formuler des nouvelles politiques minières et à mobiliser des ressources additionnelles dans les exploitations minières,

Au-delà de la description et de l'analyse économique du secteur minier; le présent article débouche sur une interrogation relative aux mesures inscrites dans la Politique minière dont les Lois sur les Grands Investissements Miniers (LGIM).

Cette interrogation n'a toutefois pas pour but essentiel d'évaluer cette politique. Elle sera plutôt posée en vue d'apporter des pistes de réflexion susceptibles de nourrir les débats sur la reformulation d'une Politique minière appropriée.

La problématique de l'exploitation des ressources minières et de la mobilisation des ressources fiscales et non fiscales dans le secteur minier peut fournir des recommandations qui servent de matériaux pour :

- Une éventuelle révision de la politique minière et du code minier :
- Une création d'un espace fiscal viable dans ce secteur qui va permettre de financer le développement au niveau national et au niveau territorial.

Ces recommandations sont des outils d'aide à la décision au niveau du gouvernement et du législateur en matière de mobilisation des ressources financières dans le secteur minier, en particulier les recettes fiscales et non fiscales pour renforcer le financement des politiques de développement.

Dans ce sens, le présent article porte particulièrement sur l'analyse de l'évolution des revenus issus du secteur minier ainsi que le poids de ce secteur dans l'économie et dans le financement du développement dont les principales questions qui en surgissent se résument comme suit :

- *Quel est le poids du secteur minier dans l'économie de Madagascar ?*
- *Quels sont les ressources financières prélevées et le gisement des ressources mobilisables dans le secteur minier pour financer le développement aussi bien au niveau national qu'au niveau territorial ?*
- *Quelles sont les recommandations qui découlent de l'analyse économique du secteur minier pour une éventuelle réorientation de la politique minière?*

La présente analyse s'efforce de traduire en termes monétaires et non monétaires tous les effets macroéconomiques et microéconomiques du secteur minier et des mesures de réformes qui y ont été entreprises.

## **1- Bref aperçu sur l'état du secteur minier a Madagascar**

L'état du secteur minier à Madagascar présenté ci-après a été élaboré à partir des données secondaires publiées par des acteurs œuvrant dans ce secteur : le Rapport d'activité du Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques, les Rapports de l'EITI, *etc.*

Ces données illustrent notamment la situation des grandes exploitations minières, l'exploitation à moyenne et à petite échelle et artisanale, l'exploration des ressources pétrolière et les revenus du secteur minier.

### **- Les grandes exploitations minières.**

Le secteur minier a pourtant connu un développement remarquable et contribue de manière significative à la croissance économique de Madagascar depuis la mise en œuvre effective des deux grands projets miniers initiés par des firmes internationales, notamment :

- L'exploitation d'ilménite (minerai de titane) et de zircon à Tolagnaro, lancée en 2009 par la société Qit Madagascar Minerals (QMM), avec un investissement global de 1,1 Milliard de dollars US.
- L'exploitation de nickel et de cobalt lancée en 2012 dans le cadre du Projet Ambatovy, (Sherritt International Corporation) avec un investissement total estimé à près de 7 milliards de dollars US

### **- Les Exploitation à Moyenne et à Petite Echelle ou Artisanale.**

Elles regroupent les exploitations suivantes :

- Exploitation par la société HOLCIM : Région Vakinankaratra (Ibity, Tritriva, Andranomanelatra) ;
- Exploitation de graphite par l'Etablissement GALLOIS SA et- la société GRAPH MADA Région Atsinanana (Antsikambo, Marovintsy, Mahatsara) ;
- Exploitation de labradorite par RED GRANITI et- LABRADOR Madagascar dans la Région Atsimo Andrefana (Benonoka)

### **- L'exploration des ressources pétrolière et gazière.**

Il s'agit notamment des réserves estimatives de 11 019 milliards de baril de pétrole et 31,18 TCF<sup>4</sup> de gaz. Ces réserves sont composées des blocs offshore de Mahajanga, de l'Ouest Manambolo ; de Bemolanga ; de Mahaboboka et de Tsimiroro

### **- Les autres explorations et exploitations d'envergure.**

Par ailleurs, d'importants gisements font actuellement l'objet des travaux de recherches et d'exploitations avancées et pourraient renforcer le développement du secteur minier et la croissance économique.

Il s'agit notamment du gisement d'ilménite de la côte Est et de Tuléar ; du charbon de Sakoa ; de la Bauxite de Manantenina ; de l'or de Betsiaka et Maevatanana ;

A cela s'ajoute le fer de Soalala, un gisement qui faisait l'objet d'un projet initié par *Wiscou* en 2009, contre un « pas de porte » de 100 millions \$US ainsi que les terres rares d'Ampasindava et de Fotadrevo.

### **- Les principales mesures de réformes minières poursuivies.**

A titre indicatif, les principales mesures et les activités y afférentes énumérées ci-dessous ont été menées par le ministère tutelle en 2020, à savoir : les mesures d'appui à la constitution de la réserve nationale d'or de la banque centrale, de Renforcement du système de poinçonnage national de l'or (contrôle qualité) et d'assainissement de la chaîne de valeur de l'or.

A cela s'ajoute la sélection de 14 comptoirs commerciaux d'or, la suspension temporaire de l'exportation de l'or en raison des activités illicites et clandestines et notamment suite au constat du très faible taux de rapatriement des devises nées des exportations enregistrées, la mise en place de nouvelles politiques fiscales sur l'or, l'élaboration d'un dispositif parafiscal sur l'or et des cartes d'orpailleur, la révision accrue des parts de redevances et ristournes minières versées à l'Etat.

D'autres mesures ont été également prises, notamment les mesures de recensement, de formalisation et de professionnalisation des exploitants miniers nationaux, les mesures d'attraction des grands investissements miniers, les mesures de relance des activités pétrolières et la mise à jour des cartes géologiques de Madagascar.

## **2- Les effets économiques du secteur minier par agent.**

Dans cette section, l'analyse consiste à étudier et à comparer dans le temps les effets économiques du secteur minier et des mesures prises par le pouvoir public.

Pour ce faire, on procède à :

- Circonscrire et situer le secteur minier à Madagascar ;
- Préciser la « *situation de référence* », notamment les mesures de reformes mises en œuvre par le pouvoir public, base de la poursuite de la politique minière actuelle inscrite dans le Plan Emergence Madagascar ;
- Déterminer les effets macroéconomique et microéconomique des mesures de reformes du secteur mises en œuvre par agent économique : *Industrie minière, Administration (Etat central et local), Ménages (Actifs occupés du secteur minier)* sur le plan de Coûts et sur le plan des bénéfices et/ou avantages en tirant le bilan global de ces effets économiques.

Il s'agit de replacer l'analyse dans un angle *macro et micro-économique* en étudiant les répercussions économique et financière positives, y compris le effet social des activités du secteur minier et des mesures de reformes poursuivies par le gouvernement pour les trois agents économiques.

- Juger et évaluer le niveau des effets économiques du secteur minier et des mesures de reformes poursuivies pour des recommandations relatives à une restructuration et à un réexamen de décision stratégique en matière de Politique minière.

### **2-1-Brève analyse des coûts et avantages micro-économiques engendrés par la pandémie actuelle.**

Du point de vue micro-économique, les principaux coûts de la contrainte sanitaire par agent économique sur le secteur minier en 2020 se résument comme suit:

#### ***a) Les ménages : Les coûts économiques de la crise sanitaire pour les ménages exerçant des activités dans le secteur minier :***

- *Les heures de travail perdues et les revenus correspondants suite au ralentissement des activités lié à la pandémie pour les actifs occupés du secteur minier ;*
- *Le renforcement du chômage et du sous-emploi lié surtout à la durée du travail;*
- *L'accroissement du taux et de l'intensité de pauvreté des ménages exerçant des activités du secteur minier (plusieurs ménages situés en dessus du seuil de pauvreté sont devenus nouveaux pauvres) ;*

- *Les ménages à faibles revenus qui tirent leur revenu du secteur minier surtout informel (Orpailleurs et autres actifs occupés) sont devenus très exposés à la précarité économique et à la vulnérabilité sociale ;*
- *Le renforcement des difficultés financières rencontrées par des ménages qui tirent leur revenu dans les activités du secteur minier et de l'orpaillage.*
- *Le renforcement des événements déclencheurs de l'exclusion sociale de certains ménages occupés du secteur minier : perte d'emploi, licenciement, etc.*

***b) Les entreprises : Les coûts économiques de la crise sanitaire pour les industries minières :***

- *Les heures de travail perdues durant le confinement ( perte de capacité de production du Capital investi) ;*
- *Les difficultés financières liées au paiement des charges fixes (salaire des certains employés, électricité, etc.) alors que les entreprises ne tournent pas en plein temps ;*
- *Le Bilan d'exercice négatif (chiffre d'affaires et part du marché réduits)*

*Ces pertes renvoient à la notion de contraction du Produit Intérieur Brut (PIB) ( décroissance/ récession).*

***c) Les avantages pour les industries minières :***

- *Report de paiements des impôts et des échéances bancaires ou allègement fiscal ;*
- *Autres mesures de relance économique prises par le pouvoir public*

**2-2- Les principaux coûts macro-économiques du secteur minier liés aux contraintes sanitaires.**

Les principaux coûts économique et financier engendrés par la réduction des activités du secteur minier en 2020 sont les suivants:

- *Les coûts engendrés par la diminution des recettes fiscales et non fiscales minières suite à la contraction de la production et de la consommation des minerais et des produits miniers à l'échelle mondiale;*
- *La détérioration des certains agrégats macro-économiques (Part du secteur minier dans le Produit Intérieur Brut, Exportation des minerais et des produits miniers, Balance commerciale, chômage et sous-emploi des certains actifs occupés du secteur minier, etc.)*

### **3- Les apports macro-économiques des activités du secteur minier.** **- Les contributions du secteur minier à l'amélioration de l'équilibre macro-économique.**

Pour le gouvernement malgache, le principal défi est de s'assurer que les effets macro-économiques de l'extraction minière sont censés contribuer au maintien de l'équilibre macroéconomique tout en réorientant les politiques minières pour soutenir la croissance économique et le développement social en offrant des biens et services collectifs de base à un grand nombre de populations, en particulier les groupes de population à faibles revenus.

Les effets macro-économiques de l'exploitation des ressources minières se produisent progressivement dans un intervalle de temps plus ou moins long en raison du cycle relativement long du processus de production à savoir : *phase d'exploration, études d'impacts environnementaux et de faisabilité, installation et réalisation des équipements, exploitation et exportation.*

Malgré les contraintes contextuelles, les mesures de réformes poursuivies par le gouvernement dans le secteur minier ont enregistré des effets macro-économiques positifs.

Ces effets sont engendrés en grande partie par les activités des grands et moyens projets industriels du secteur. Ce sont des effets qui sont censés améliorer certains agrégats macro-économiques tels que l'investissement, le Produit Intérieur Brut (PIB), l'exportation et la Balance de paiements, la réserve en devises, les recettes fiscales et non fiscales, l'emploi, etc.

Ils sont schématisés par le « *Diamant des apports macro-économiques du secteur minier* » construit à partir des données existantes qui illustre l'importance grandissante du secteur minier dans l'économie de Madagascar.

## LE DIAMANT DES APPORTS MACRO-ECONOMIQUES DU SECTEUR MINIER

1dollar US = 4.000 Ariary ( mannaie malgache)

### **SURCROIT D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS :**

- Les deux grandes industries minières : QMM et Ambatovy, ont investi plus de 8,1 milliards de dollars entre 2006 et 2012, soit 40% des investissements totaux, Et un investissement de 1.08 milliards de dollars en 2009, soit 80% des IDE,
- Productions effectuées par des Grands et Moyens investissements miniers,
  - Développement des nouvelles mines,
- Mesure d'incitation fiscale inscrite dans la LFR 2020 : exonération de TVA sur l'importation des biens et équipements effectuée par les compagnies pétrolières pendant les phases d'exploration et de développement,
- Mise en conformité à la Norme de transparence internationale pour améliorer davantage le climat des investissements minier et pétrolier.

### **SURCROIT DU PIB : PART DU SECTEUR MINIER DANS LE PIB**

- Par du secteur minier dans le PIB :  
Croissance économique additionnelle :  
Moyenne des dernières années : Près de 5% du PIB mais en 2020 : chute à -2% à cause du COVID 19.

- Nombre d'emplois directs et indirects créés par les exploitations minières :  
Au début du stade de la production et 2013, les grandes mines industrielles utilisent près de 27 000 actifs ( près de 1% d'emplois du secteur formel)

Le secteur minier informel emploie plus de 500.000 personnes (Rapport Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives :EITI 2017)

### **PLACE CENTRALE DE L'EXPORTATION MINIERE DANS L'EXPORTATION TOTALE**

- Contribution à l'amélioration de la Balance commerciale :  
(Plus de 30% des exportations totales, voire plus selon les prix des produits miniers sur le marché mondial)

En 2020 : 1.880,430 milliards d'Ariary de recettes d'exportations contre 2 814.54 milliards d'Ariary en 2019 ;

588 157,42 tonnes d'exportation, toutes substances confondues dont 1.93 tonnes d'Or, 411 045.277 tonnes d'ilménite par QMM, 9 937 tonnes de nickel et 833 tonnes de Cobalt

177 kg d'or placés à la Banque centrale ( plus de 1 tonne en 2021)

- Contribution à l'amélioration du taux de change :

- Accroissement de réserve en devises ( QMM et Ambatovy ont apporté 700 millions de dollars et 1,8 milliards dollars en 2013, -Mesures drastiques pour le rapatriement des recettes d'exportation

### **SURCROIT DES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES ISSUES DU SECTEUR MINIER**

- Les recettes fiscales et non fiscales minières : élément de création d'un Espace budgétaire
- Nouvelles recettes fiscales générées par une forte croissance du secteur minier,
- Renforcement de la performance de l'administration ( collecte des redevances, etc.)
- Contribution à l'accroissement du taux de Pression fiscale.

- Surcroît de recette fiscale à plus de 10% des recettes fiscales totales (Porte et domestique)

En 2020 : 26.44 milliards d'Ariary de Recettes non fiscales.

En 2012 : le projet Ambatovy prévoit de payer des prélèvements fiscaux et non fiscaux environ 50 millions de dollars par an dans les 10 prochaines années ( source : son site)

- Contribution au financement des dépenses publiques

- Financement des infrastructures économiques et sociales ( ports : Heoala, Toamasina, Routes desservant Fort-Dauphin, etc.

- Contribution au financement des projets de développement local par le versement des ristournes minières auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) concrétisant la Décentralisation budgétaire pour rendre pertinente et efficace le budget ( 6 provinces, 11 régions et 61 communes en 2020 avec un montant total de 12,328 milliards d'Ariary des ristournes reversées aux CTD.

### **3-1-Surcroît d'Investissements Directs Etrangers (IDE) : Grands et moyens investissements miniers.**

Dans les pays pauvres mais à forte potentialité minière comme Madagascar, les IDE sont les principaux moyens utilisés pour l'exploitation des gisements miniers. Pour le cas de Madagascar, les grands investissements miniers lancés en 2005 constituent la majeure partie des IDE.

A titre d'information, le tableau ci-après illustre la place centrale qu'occupent les investissements miniers par rapport aux totaux des investissements réalisés à Madagascar entre 2006 et 2012.

**Tableau 1 : Part des investissements miniers dans l'investissement total réalisé entre 2006 et 2012**

	Année	Cumul : 2006--2012	
		En dollars US	En %
<b>Investissements totaux</b>		<b>environ 20 milliards</b>	<b>100%</b>
<b>Part des grands investissements miniers (QMM et Ambatovy)</b>		<b>8 milliards</b>	<b>40%</b>

**Source : A partie de Banque Mondiale, Opportunités et défis pour une croissance inclusive et résiliente Mai 2014.**

Entre 2006 et 2012, les deux grandes industries minières : Qit Madagascar Minerals (QMM) et Ambatovy, ont investi environ 8,1 milliards de dollars, soit l'équivalent de 40% des investissements totaux réalisés entre ce période.

Dans cette optique, l'exploitation d'ilménite et de zircon à Tolagnaro, lancée en 2009 par la société QMM cumule un investissement global de 1,1 Milliard de dollars US en 2012.

Pour ce qui concerne l'exploitation de nickel et de cobalt lancée en 2012 dans le cadre du Projet Ambatovy, le cumul d'investissement total est de 6,9 milliards de dollars US en 2012.

Selon les données publiées par le Centre du Commerce International, les investissements miniers à Madagascar étaient de 1,08 milliards de dollars en 2009 contre 0.65 milliards en 2010 qui représentaient plus de 80% des Investissements Directs Etrangers (IDE) entrants entre ce période.

On peut envisager que la proportion des investissements miniers dans le flux total des IDE reçus par Madagascar pourrait varier de 30% à 60% si des nouvelles mines se développent.

Pour créer un environnement favorable aux investissements étrangers, une mesure d'incitation fiscale inscrite dans la Loi de Finance Rectificative (LFR) 2020 a été votée, en l'occurrence l'exonération de TVA sur l'importation des biens et équipements effectuée par les compagnies pétrolières pendant les phases d'exploration et de développement. Des activités de préparation des dossiers techniques pour la promotion des 44 blocs pétroliers ont été menées en 2020.

### **3-2- Surcroît du PIB : Part du secteur minier dans le Produit Intérieur Brut (PIB) et emplois créés**

#### **3-2-1-Part du secteur minier dans le Produit Intérieur Brut (PIB).**

Le tableau ci-après illustre la part significative du secteur minier dans la PIB de Madagascar entre 2010 et 2020

**Tableau 2 : Structure du PIB de Madagascar et apport du secteur extractif dans le PIB entre 2010 et 2020 en %.**

2010	2014	2019	2020
0,5%	3%	4,86%	-2,8%

**Source : A partir de Ministère de l'Economie et du Plan, 2014 et de Rapport d'activité du Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques 2020.**

Ce tableau fait ressortir que la part du secteur extractif, un des éléments composants du secteur secondaire, a connu une hausse significative depuis le début de phase d'exploitation des deux grandes industries extractives (QMM et Ambatovy). Elle varie de 0,5% en 2010 à 4,86% en 2019 en passant 3% en 2014.

Cependant, cette part a chuté jusqu' à -2,8% en 2020 suite à la réduction des activités de production minière liée aux contraintes contextuelles engendrées par la crise sanitaire mondiale.

#### **3-2-2- Contribution du secteur minier à la création d'emploi.**

Le nombre d'emplois créés par le secteur minier industriel varie selon les stades du cycle de production.

D'après les informations publiées par le Projet Ambatovy, au stade de la construction et de réalisation des équipements en 2013, ce projet employait 18 500 personnes.

A Madagascar, les Indicateurs Clés du Marché de Travail (ICMT) précisent que le secteur formel utilise 1% des actifs occupés à Madagascar tandis que le secteur informel pourvoit neufs emplois sur dix.

En 2013, les mines industrielles fournissent près de 1% de l'emploi formel à Madagascar.

Entre le début du stade de la production et 2013, les grandes mines industrielles utilisent près de 27.000 actifs dont 4 200 emplois directs et 22 700 emplois indirects et induits.

En plus des emplois directs et indirects créés, les grandes entreprises minières ont mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités des certains actifs occupés par le secteur.

### 3-3- Part d'exportation minière dans l'exportation totale.

Depuis le début de la phase de production des industries minières, les exportations des minerais et des produits miniers y compris les pierres précieuses, les pierres fines, les pierres industrielles et l'Or, occupent une place centrale dans la transaction commerciale de Madagascar avec le reste du monde aussi bien en valeur qu'en quantité.

#### 3-3-1- Contribution à l'amélioration de la Balance commerciale.

La contribution des recettes d'exportation issues du secteur minier dans l'amélioration des agrégats macro-économiques se fait surtout au niveau de la balance des paiements, en particulier de la Balance commerciale.

##### - Volume et valeur d'exportation des minerais et produits miniers et autres.

En effet, le volume d'exportation des produits miniers, toutes substances confondues, a enregistré une hausse modérée entre 2019 et 2020, malgré les impacts de la pandémie mondiale sur le secteur. Il est passé de 519.347,4 tonnes à 588.157,42 tonnes entre ce période.

Le tableau ci-dessous présente le volume des différents produits miniers exportés entre ce période

**Tableau 3 : Volume des différents produits miniers exportés entre 2019 et 2020.**

Année	2020
<b>Matière</b>	
<b>Ilménite ( QMM)</b>	<b>411 045,277 tonnes</b>
<b>Nickel( Ambatovy)</b>	<b>9 937 tonnes</b>
<b>Cobalt ( Ambatovy)</b>	<b>833 tonnes</b>
<b>Or</b>	<b>1,93 tonnes</b>
<b>Autres</b>	<b>166 340,2</b>
<b>Total</b>	<b>588 157,42 tonnes</b>

**Source : Ministère des Mines et des ressources Stratégiques, *Rétrospective 2020, MMRS*, Antananarivo, Mars 2021.**

Les produits miniers exportés par les industries extractives sont parmi les principales recettes d'exportation de Madagascar. Les recettes d'exportation des produits miniers, toutes substances confondues ont enregistré une importante chute. Elles s'élèvent à 2.814,54 milliards d'Ariary en 2019, contre 1.880,430 milliards d'Ariary en 2020. Cette chute est liée aux contraintes contextuelles engendrées par la crise sanitaire mondiale.

Selon le rapport de l'EITI 2017, les recettes d'exportations du secteur extractif représentent 30% des recettes totales d'exportation de Madagascar.

### ***3-3-2- Contribution de l'exportation des minerais et des produits miniers au taux de change.***

Les produits miniers, toutes substances confondues, assurent les principales recettes d'exportation de Madagascar de ces dernières années. Ils constituent donc les principales sources de devises pour le pays.

L'industrie minière QMM qui produit de l'ilménite et le Projet Ambatovy qui exploite de Cobalt et de Nickel, ont apporté de devises important puisque les valeurs de leurs exportations atteignent 700 millions et 1,8 milliards de dollars en 2013<sup>6</sup>.

Cependant ces recettes d'exportation en question dépendent de la fluctuation des prix de ces produits miniers sur le marché international, surtout celui de nickel,

### ***3-3-3- Appui a l'amélioration de la compétitivité et de l'accès aux marchés internationaux.***

Des activités ciblées ont été menées par le Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques en 2020 pour accroître la compétitivité de certains produits miniers sur le marché mondial :

- Identification et Certification de 131 Gemmes par l'Institut de Gemmologie de Madagascar (IGM) ;
- 33 Contrôles des gemmes destinées à l'exportation ;
- Fiches techniques sur les pierres précieuses disponibles, séances de formation en matière de gemmes effectuées, base de données nationales pour la traçabilité des gemmes en cours de constitution afin d'améliorer les revenus miniers.

---

<sup>6</sup> BANQUE MONDIALE, *Opportunités et défis pour une croissance inclusive et résiliente*, Antananarivo, Mai 2014.

### **3-4- Surcroît des Recettes fiscales et non fiscales issues du secteur minier et contribution au financement des dépenses publiques.**

#### **3-4-1- Part Recettes fiscales et non fiscales issues du secteur minier.**

La contribution fiscale et non fiscale du secteur des mines au financement des Politiques publiques s'effectue selon la durée du cycle de production de ce secteur.

Les recettes fiscales prélevées dans le secteur minier (*Droits et TVA à l'importation des biens et services, Impôt sur les revenus miniers, TVA à l'intérieur, etc.*) constituent une part plus importante dans les recettes fiscales totales.

Dès la phase de pleine capacité de production, les recettes fiscales et non fiscales tirées de ce secteur sont très importantes.

En outre, cette contribution fiscale devient importante quand les prix des produits miniers sur le marché mondial augmentent. Dans ce cas, les impôts sur le revenu minier croissent suivant les bénéfices des industries minières.

En 2012, le projet Ambatovy prévoit, selon les informations qu'il a publiées dans son site, de payer des prélèvements fiscaux et non fiscaux environ 50 millions de dollars par an dans les 10 prochaines années.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de prélèvements fiscaux et de performance des recettes fiscales et non fiscales et la part du secteur minier entre 2019 et 2020

**Tableau 4: Evolution de prélèvements fiscaux et de performance des recettes fiscales et non fiscales et parts du secteur minier entre 2019 et 2020 Unité: milliard d'Ariary et %.**

Année	2019		2020	
	Recettes fiscales totales	5 375.0	100%	4 589.6
Recette fiscale domestique (DGI)	2 657.2	49,43%	2 447.6	53,32%
Recette fiscale de porte(DGD)	2 717.8	50,57%	2 142.0	46,68%
Recettes Non Fiscales	144.3	100%	125.0	100%
Recettes non fiscales minières ( redevance, ristourne, ...)	30,68	21,26%	26,4	21,12%

**Source : A partir du Rapport d'activité du et des Lois de finances de 2020 et 2021. 1dollar US= 4.000 Ariary ( monnaie malgache).**

Ce tableau fait ressortir que le secteur extractif assure 21,6% de l'ensemble des recettes non fiscales totales pour l'année fiscale 2019, contre 21,12% en 2020.

### **3-4-2- Contribution des revenus miniers au financement des Politiques publiques : moyen pour créer un espace budgétaire pour renforcer la croissance économique.**

Les prélèvements fiscaux et non fiscaux issus du secteur minier et les autres revenus miniers ont contribué au financement des dépenses publiques et au renforcement des infrastructures économiques et sociales.

A titre d'exemple, nombreuses sont les infrastructures qui ont été construites ou modernisées par le biais des revenus miniers : port d'Ehoala, port de Toamasina, routes nationales et régionales permettant de desservir Fort Dauphin, etc.

Ces prélèvements fiscaux et non fiscaux sont parmi les éléments constitutifs de création d'un espace budgétaire pour promouvoir la croissance économique et le développement social.

A titre de rappel, l'espace budgétaire est la marge de manœuvre au sein du budget de l'Etat, assis sur des critères d'optimalité, qui permet à l'Etat de tirer des ressources complémentaires nécessaires pour atteindre un objectif bien défini.

En matière de dépenses publiques, les recettes fiscales et non fiscales générées par le secteur extractif constituent des ressources complémentaires stables pour financer une partie des dépenses publiques : le Programmes d'investissement Public et le transfert au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées, etc.

### **3-4-3- Contribution des ristournes minières au financement de développement local.**

Le tableau ci-après illustre la contribution des recettes non fiscales minières dans le financement de développement local au niveau des Collectivités territoriales Décentralisées (CTD) pour 2020.

**Tableau 5: Contribution des recettes non fiscales minières dans le financement de développement au niveau des Collectivités territoriales Décentralisées (CTD). Unité en milliards d'Ariary.**

Institutions bénéficiaires	2020
6 Provinces	0,124
11 Régions : Anosy, Atsimo Andrefana, Ihorombe, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Alaotra Mangoro, Menabe Betsiboka, Analanjirofo, Atsinanana et Androy	3,575
61 communes	7,426
Fonds National de Péréquation des ressources minières (FNP) versé au Fonds de Développement Local	1,121
<b>TOTAL</b>	<b>12,328</b>

**Source : A partir du Rapport d'activité du et Ministère de l'Economie et des Finances, Direction de la Comptabilité Publique 2020.**

Ce tableau montre que plus de 12 milliards d'Ariary de ristournes générées par les exploitations minières ont été versés aux Collectivités Territoriales Décentralisées en 2020.

En outre, un Décret modifiant certaines dispositions relatives aux clés de répartition de la redevance, de la ristourne et des frais d'Administration minière a été pris en 2010. En effet, une nouvelle clé de répartition qui avantage aussi bien le Budget Général que le budget des Collectivités Territoriales Décentralisées.

**- Les recettes publiques apportées par le secteur minier sont relativement très faibles.**

A Madagascar, les recettes publiques (*redevance minière et autres recettes*) issues de l'exploitation minière sont très faibles.

A titre indicatif, le total des recettes publiques apportées par le Projet Ambatovy est passé de 3,82 millions de dollars US à 16,463 millions de dollars US en 2015, avec une prévision de 12,7 millions de dollars US en 2033.

Par contre, dans certains pays d'Afrique et d'Amérique latine, la redevance minière dépasse 10%. Et certaines entreprises minières sont taxées sur la base de leurs chiffres d'affaires à raison de 10% du chiffre d'affaires.

Au Zimbabwe, dans une province diamantifère, en 2010, on estime à 200 millions d'Euros les ressources apportées mensuellement par la vente des pierres précieuses, soit le triple du budget national de ce pays

De plus, en République Démocratique du Congo, en 2014, le secteur minier artisanal de cuivre et de cobalt constitue le premier secteur pourvoyeur de l'emploi. On estimait à 2,5 millions le nombre de creuseurs et à 25 millions le nombre de personnes dépendant de cette activité.

En Mongolie, le boom minier amène à une croissance économique de l'ordre de 17,5% en 2011. (*70% du PIB sont fournis par le secteur minier*).

#### **4- Méthode d'évaluation du bilan global des effets économiques du secteur minier en vue d'une restructuration et d'un réexamen de la décision stratégique.**

##### **4-1- Pour une éventuelle restructuration de décision stratégique.**

Avant la prise de décision finale portant jugement de valeur sur les effets macro et microéconomiques des activités du secteur minier et des mesures de reformes de ce secteur, les acteurs concernés seront invités à répondre certaines questions clés en utilisant le « *vote coloré* », une technique de prise de décision permettant de restructurer la réflexion collective, que ce soit dans le but d'améliorer l'efficacité, d'en stimuler la créativité ou une position commune. Cette technique permet de faciliter l'expression de tous les décideurs sur le sujet mal connu comme les effets économiques des activités du secteur minier.

En outre, en ce période de situation instable et incertaine, une analyse des *Forces* et des *Faiblesses* internes, d'une part et des *Menaces* et *Opportunités* externes, d'autre part de la Politique minière actuelle serait envisagée pour juger sa pertinence, son efficacité, ses impacts et sa durabilité.

**Tableau de restructuration d'une réflexion collective sur  
les effets macro et microéconomiques du secteur minier par « Vote coloré ».**

Eu égard à l'importance grandissante des activités du secteur minier dans l'économie de Madagascar, toute prise de décision relative à la politique minière devrait être conçue avec des outils pertinents. C'est dans cette optique que l'utilisation de l'outil de structuration de Politique publique appelé « *Vote coloré* » impliquant tous les acteurs concernés va permettre de structurer des décisions communes pour renforcer le secteur minier.

**Vert (1) : Accord total** - **Bleu (2): Accord** - **Jaune (3) : entre les deux** - **Orange (4): désaccord** - **Rouge(5) :Désaccord total** - Blanc (6) : Ne sait pas-**Noir (7) : Ne comprend pas**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Q1 : La conception des mesures de réformes du secteur minier est adaptée et adéquate à la réalité économique, environnemental et social pour donner des résultats nécessaires en tenant compte de leurs limites ?							
Q2 : La raison d'être des réformes minières poursuivies par le <i>Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques</i> , leurs réalisations, leurs résultats et leurs impacts sont étudiés dans sa totalité, y compris leurs conséquences imprévues ?							
Q3 : Les acteurs exerçant des activités dans le secteur minier respectent en général les codes, les procédures et les techniques de recherche et d'exploitation ?							
Q4 : Des industries minières et des actifs pratiquant des activités de manière informelle dans le secteur minier qui ne respectent pas les règles et les procédures se désintéressent souvent les coûts des infractions qu'ils ont commises?							
Q5 : La poursuite des reformes minières va renforcer les effets positifs macro et micro-économiques du secteur minier : accroissement du PIB, des recettes fiscales et non fiscales, des exportations et des réserves en devise, amélioration de la balance commerciale, afflux des Investissements Directs Etrangers (IDE) ?							
Q6 : La poursuite des reformes minières menées par le <i>Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques</i> est un des événements déclencheurs de l'émergence économique de Madagascar ?							
Q7 : La détérioration du prix des minerais et des produits miniers (cas du cobalt et d'ilménite) et la chute de la demande sur le marché mondial est une menace des activités minières à Madagascar ?							
Q8 : Malgré la crise sanitaire mondiale, la performance macroéconomique du secteur minier à Madagascar en 2020 reste viable: PIB, croissance économique, exportation, Recettes fiscale et no fiscale, réserve en devises, investissement étranger, emploi, ... ?							
Q9 : Malgré la crise sanitaire, les industries minières maintiennent leurs activités et n'ont pas déposé bilan ?							

Q10 : Les effets macroéconomiques et microéconomiques du secteur minier contribuent à l'atteinte des objectifs inscrits dans le Plan Emergence Madagascar (PEM) ?						
Q11 : Le développement de nouvelles mines à moyen et à long termes dépendra de la reprise des marchés internationaux et de la mise en place d'un environnement favorable aux Investissements Directs Etrangers (IDE) à Madagascar ?						
Q12 : Pour renforcer l'engagement du Gouvernement pour la bonne gouvernance minière, l'implication de la société civile et des acteurs étatiques locaux dans le processus de décision et la mise en œuvre des Politiques minières sera une autre condition nécessaire pour promouvoir la Gouvernance, en particulier transparence dans l'extraction minière ?						
Q13 : La Chambre des Mines rempli ses rôles et reste un lieu privilégié pour renforcer le dialogue entre les acteurs œuvrant dans le secteur ?						
Q14 : Madagascar doit prendre des nouvelles mesures de formalisation en vue d'un accroissement de la valeur ajoutée dans les filières d'artisanat minier ?						
Q15 : Le Bureau de Cadre Minier de Madagascar (BCMM) en charge de la gestion des permis miniers doit faire des efforts supplémentaires pour faciliter l'octroi de permis miniers et attirer les investisseurs ?						
La nouvelle clé de répartition de partage de la redevance et des ristournes minières est pertinente pour promouvoir le développement local ?						
Q16 : Vision : Dans le but de renforcer et la croissance et d'accélérer l'émergence, le <i>Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques</i> devrait prendre des mesures attractives et incitatives pour développer les nouvelles mines dans les moyen et long termes ?						
Etc.						

#### 4-2- Grille d'appréciation collective des effets économiques et social des mesures de reformes du secteur minier poursuivies et perspectives d'avenir.

Grille d'appréciation collective des effets économiques du secteur minier et des mesures de reformes poursuivies et perspectives pour les années à venir.

En 2020, malgré les contraintes contextuelles liées à la crise sanitaire mondiale, le secteur minier a des effets :

	Acceptable	inacceptable
1- Microéconomique :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2- Macroéconomique :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3- Social :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### **Résultats :**

Les effets (*économique, financier et social*) des mesures de reformes et des activités du secteur minier exprimés en termes monétaires et non monétaires **sont ils satisfaisants malgré** les effets de la pandémie sur ce secteur ?

#### **Décision politique à prendre :**

Compte tenu des contraintes contextuelles (*économique, financière, sociale et sanitaire*) qui pèsent lourdement sur l'ensemble des activités économiques à Madagascar, les effets micro-économique et macro-économique du secteur minier restent – ils bénéfiques ?

Avis des décideurs :

Si les décideurs jugent satisfaisant les effets macroéconomique et microéconomique du secteur minier malgré l'importance relative des coûts engendrés par les situations contextuelles (*sanitaire, économique, financier, social*)

En effet, une stratégie de relance du secteur minier pour mieux poursuivre les objectifs inscrits dans le Plan Emergence Madagascar (PEM) devraient être élaborée et mise en œuvre.

Dans cette perspective, des nouvelles Politiques minières en rapport avec le nouveau code minier devraient être élaborées pour être débattues au sein de l'instance de décision.

## **5-La politique minière en question: vers une promotion des industries et des petites et moyennes entreprises minières.**

Vu la structure actuelle du système productif dans le secteur minier, une nouvelle stratégie pour redynamiser ce secteur est une nécessité absolue pour tirer plus d'avantages en faveur de l'économie de Madagascar.

Cette nouvelle stratégie se base sur le développement des industries minières modernes à forte intensité de capital et des petites et moyennes entreprises minières à *technologie simple* et à forte intensité de mains d'œuvre. Cette stratégie vise à accroître l'exploitation des différents gisements de minerais dans différentes régions de Madagascar par l'intensification des activités extractives actuelles des minerais et le développement des *nouvelles mines* qui permettrait de diversifier la structure des exportations minières de ce pays.

A cela s'ajoute des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale dans le secteur minier et d'accompagnement ciblé, entres autres la formation et la valorisation des petites et moyennes entreprises minières et des actifs occupés par le secteur.

### **5-1-Suivre les étapes d'élaboration d'une politique minière pour garantir sa pertinence et son efficacité.**

Si une politique minière, une des tranches sectorielles d'une politique publique se définit comme la suite logique entre l'élaboration des décisions légitimes dans le secteur minier et leur mise en œuvre.

Pour garantir la pertinence, l'utilité et l'efficacité d'une nouvelle politique minière, son élaboration doit suivre les différentes phases qui la composent, à savoir: la perception du problème ou du besoin exprimé par la population et les acteurs exerçant des activités dans le secteur minier, sa formulation, la prise de décision, la mise en œuvre de la décision et l'évaluation de cette décision.

#### ***-La perception du problème dans le secteur minier.***

Une décision politique sur le secteur minier est née suite à l'émergence d'un problème ou d'un besoin exprimé par les groupes d'intérêts concernés, notamment les entreprises et industries minières, les organisations de la société civile et la population locale. Ces acteurs ont leur perception de ce problème en formulant de demandes adressées aux décideurs politiques (Etat).

***-La formulation d'une politique minière.***

Il y a des compétitions entre différentes demandes exprimées par les groupes sociaux exerçant des activités dans le secteur minier. Par ailleurs, la prise en considération d'une demande exprimée dans la sphère politique est une sélection politique conduit à une mobilisation des tous les acteurs concernés en vue d'une résolution du problème soulevé par cette demande.

La formulation d'une politique minière, en tant politique publique, est conditionnée par la priorité accordée à ses finalités et à ses objectifs et les moyens à mobiliser pour sa mise en œuvre. En effet, en politique, il y a donc des gagnants et des perdants en raison du choix subjectif de priorité et de la rareté des ressources mises à dispositions des acteurs.

***-La prise de décision.***

La formulation d'une politique minière par les acteurs concernés va déboucher sur une prise de décision par les décideurs compétents à la suite des débats politiques souvent houleux. Les décisions politiques sont celles qui sont prises d'une manière légitime dans le cadre du système politique et qui vont provoquer des impacts sur les définitions des normes, des finalités et la répartition des ressources entre les ménages ou les groupes d'intérêts.

***-La mise en œuvre de la décision.***

La mise en œuvre d'une politique publique n'est qu'une phase de processus de décision. La décision formellement prise par les décideurs compétents devrait être mise en œuvre pour produire des résultats et des impacts escomptés.

***-L'évaluation d'une politique minière.***

L'évaluation d'une politique minière est une phase permettant de suivre et mesurer les résultats et les objectifs obtenus. Elle permet aux décideurs politiques de rendre compte aux citoyens les résultats et les impacts de leur décision. Elle sert également un outil d'aide à la décision opérationnelle et à la reformulation d'une politique minière.

Afin d'assurer une meilleure efficacité d'une politique minière, le processus participatif (*empowerment*) qui regroupe tous les acteurs concernés, notamment le public cible, le gouvernement, les bailleurs de fonds, les opérateurs privés, les acteurs sociaux et les autres acteurs de la société civile, occupent une place centrale à la formulation ainsi qu'à la mise en œuvre de la politique.

### **5-2- Miser sur le développement des industries minières.**

Nombreux sont les pays africains qui ont la chance de posséder des ressources minières abondantes. Ces ressources fournissent de revenus à des millions de personnes exerçant des exploitations informelles qui leur permettent d'assurer les moyens de subsistance.

Des petites et moyennes entreprises nationales exploitent une faible partie de ces ressources.

Par ailleurs, la plupart de ces pays n'ont pas encore la capacité nationale et locale de les exploiter à grande échelle. A Madagascar, seules les grandes industries extractives étrangères en profitent et restent les principaux acteurs dans ce secteur.

Dans cette optique, des programmes visant à renforcer les industries extractives utilisant de technologie moderne sont une nécessité certaine.

### **5-3- Promouvoir et renforcer les petites et moyennes entreprises minières.**

La croissance économique est un moyen jugé primordial dans la lutte contre la pauvreté. Elle crée de revenu et de l'emploi. Dans le domaine minier, la focalisation de la croissance sur le secteur privé national et local est une nouvelle perspective pour faire décoller les économies des pays pauvres possédant des gisements de ressources minières et y réduire la pauvreté.

Dans cette optique, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté devront reposer sur des programmes de promotion et de développement des petites et moyennes entreprises minières inscrivants des mesures spécifiques : la création d'un environnement favorable à l'Entrepreneuriat local qui opère dans l'économie minière formelle.

Il s'agit notamment de dégager des actifs occupés du secteur minier un grand nombre d'Entrepreneurs dynamiques, producteurs de surplus de production alloués à des fins d'accumulation et d'investissement.

## **Conclusion**

Les principaux éléments de la conclusion qui découlent du présent article sont présentés comme suit.

L'utilité de l'analyse économique dans le secteur minier constitue un apport scientifique utile à la compréhension de la place de l'exploitation minière dans le développement d'un pays.

L'efficacité économique de l'investissement dans le secteur minier est évaluée à partir de la part du revenu minier dans le PIB et dans l'exportation, de l'emploi créé, des recettes fiscales et des redevances minières collectées. Cette efficacité reste incertaine s'il n'y a pas de politique minière appropriée.

L'analyse doit étudier quelle est la combinaison optimale d'investissement minier et de politique minière pour obtenir un surcroît de Produit Intérieur Brut (PIB) et de ressources fiscales et non fiscales additionnelles nécessaires à la couverture des certaines dépenses publiques inscrites dans le budget de l'Etat et créer des emplois stables dans les zones d'exploitation.

Du point de vue macro-économique, les revenus miniers ont une part importante dans le Produit Intérieur Brut même s'elle ne dépasse pas le 5%. Ces revenus sont de gisement de ressources mobilisables qui constituent un des éléments de l'espace budgétaire permettant de dégager des ressources supplémentaires nécessaires au financement du développement tant au niveau national qu'au niveau territorial.

La part des produits miniers dans les exportations des certains pays africains à forte potentialité minière est très élevée. A Madagascar, la valeur de l'exportation des minerais représente plus d'un tiers de l'exportation totale du pays.

Malgré l'importance relative de revenus miniers dans l'économie de Madagascar ; la pauvreté et l'exclusion sociale y persistent et s'amplifient. Cette situation est due, en partie, à la mauvaise gouvernance dans le secteur minier, la faible performance des industries minières indigènes, le détournement d'une part significative des recettes minières, la prolifération de la corruption et de l'exploitation minière illicite, etc.

A cela s'ajoute l'instabilité politique et l'insécurité locale générées par l'exploitation des ressources minières. Celles-ci deviennent une source de conflit ouvert et violent entre la population ou entre la communauté de base et les industries minières.

Eu égard à la place qu'occupe le secteur minier dans l'économie nationale et dans la lutte contre la pauvreté ; le développement des industries et des petites et moyennes entreprises minières par le biais d'une politique publique pertinente et appropriée est une perspective de croissance économique, d'une part et une source supplémentaire de financement de développement des pays comme Madagascar, d'autre part.

Les petites et moyennes entreprises minières ne peuvent pas s'agrandir et se développer dans un cercle fermé et dans un secteur informel. Elles ont besoin d'une politique étatique, d'appui et de renforcement de capacité technique, d'accès aux services financiers institutionnels et au marché tant national qu'international.

Dans les pays regorgés des ressources minières comme Madagascar, vu la dépendance externe en matière d'investissement minier, la part importante du surplus de production minière est accaparée par les groupes d'intérêts étrangers et réinvestie à l'extérieur ou dans d'autres pays.

Somme toute, afin que Madagascar puisse bénéficier équitablement des effets économique et social du secteur minier, l'exploitation des minerais dans ce pays ne peut être envisagée qu'en relation avec une nouvelle politique minière appropriée qui favorise les investisseurs nationaux et améliore les prélèvements fiscal et non fiscal selon les critères d'optimalité.

Cette nouvelle politique minière devrait être conçue sur la base d'une démarche participative et d'une réflexion collective portant sur les effets économique, social et environnemental des activités du secteur minier.

## Bibliographie

- ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy, RANDRIANJA Roger et al, *Régulation du marché minier et place du revenu minier dans le financement du « Fonds minier » à Madagascar*, Revue MadaMines, Antananarivo, Juillet 2021, 33 pages.
- ASSIDON, E, *Les théories économiques du développement*, 3<sup>ème</sup> éd, La découverte, Paris, 2001.
- BANQUE MONDIALE, *Madagascar : Evolution économique récente*, Banque mondiale, Antananarivo, 2016.
- BANQUE MONDIALE, *Opportunités et défis pour une croissance inclusive et résiliente*, Antananarivo, Mai 2014.
- COMELIAU, C, *Planifier le développement : illusion ou réalité*, L'Harmattan, 1998.
- EITI, *Rapport de réconciliation 2018*, EITI-Madagascar, Antananarivo, Novembre 2019,
- FMI, *Note de politique fiscale Madagascar*, FMI Antananarivo, 2014.
- HELLER, Peter S, *Comprendre le concept d'espace budgétaire*, FMI, Washington, Mars 2005.
- Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole, *Extrait de carte d'indication de substance*, « Carte minière de besairie 1977 », Compilation, IMG, Antananarivo, 2020.
- Institut des Mines, de la Géologie et du Pétrole, *Gisement des pierres précieuses et fines de Madagascar*, IMG, Antananarivo, 2020.
- MENY. Y, THOENIG. JC, *Les politiques publiques*, PUF, Coll « Thémis », Paris, 1985.
- MFB, « Annexe 1: Document de performance économique, Annexe 2 : Document budgétaire, Annexe 3 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) », *Lois de Finances de 2018 à 2021*, Antananarivo.
- MONNIER.E, « *Evaluer les programmes socio-économiques* », collection MEANS, volume 3, Commission européenne, Luxembourg, Commission européenne, 1999.
- MONNIER.E, *Evaluations de l'action des pouvoirs publics*, Economica, Paris, 1992.
- MULLER. P, SUREL. Y, *L'analyse des politiques publiques*, Montchrestien, Paris, 1998.
- MULLER.P, *Les politiques publiques*, PUF, Paris, 1990.
- PNUD, MID, Loi n° 2015-008 du 02 avril 2015 relative aux ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées, Antananarivo, 2015.
- RAVOKATRA Fidiniavo, *Rétrospective : Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques*, Janvier – Décembre 2020, MMRS, Antananarivo, Mars 2021
- .